Séance publique du 25 septembre 2000

Délibération n° 2000-5772

commission principale : urbanisme, habitat et développement social

commune (s) : Meyzieu

objet : **Quartier Espérance Vellin Dombes - Principe de démolition, de relogement, de reconstitution du parc et de réhabilitation - Convention d'amélioration de la gestion urbaine et sociale de proximité (GSP) - Programmation 2000 - Conventions de participation financière**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Développement social urbain

Le Conseil,

Vu le rapport du 11 septembre 2000, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Dans le cadre de la mise en œuvre des opérations de développement social urbain dans la commune de Meyzieu et du contrat de ville, il s'avère nécessaire de réaliser une opération de requalification urbaine et sociale du quartier Espérance Vellin Dombes.

Cette action comporte quatre volets :

- trois volets sous maîtrise d'ouvrage de l'OPAC du Rhône :

- . le relogement concernant les occupants de 33 logements situés dans les bâtiments à démolir,
- . la démolition de 50 logements de la résidence Espérance situés allées 7, 9, 11, 13 et 15,
- . la reconstitution d'un parc de 50 logements sociaux neufs ;

- un volet, sous maîtrise d'ouvrage de la SA Gabriel Rosset à savoir, la réhabilitation de 30 logements de la résidence Espérance situés allées 1, 3 et 5.

Les différents partenaires financiers sont les suivants :

- OPAC du Rhône,
- SA Gabriel Rosset,
- commune de Meyzieu,
- Communauté urbaine,
- Etat,
- département du Rhône,
- Région.

L'estimation prévisionnelle du coût total TTC de l'opération est de 37 619 534 F pour la mise en œuvre des quatre volets suivants :

- relogement	1 022 256 F
- démolition	8 228 657 F
- reconstitution du parc	23 820 000 F
- réhabilitation	4 548 621 F

La répartition de chacun des coûts entre les divers financeurs mentionnés ci-dessus sera présentée lors d'une prochaine séance du conseil de Communauté. La présente délibération ne comporte pas d'engagement à ce sujet.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre des opérations de développement social urbain dans la commune de Meyzieu-Espérance Vellin Dombes, et en complément des actions de réhabilitation des logements et de requalification urbaine, il est nécessaire d'organiser la maintenance des ouvrages réalisés et d'améliorer la gestion des quartiers et la qualité du service rendu aux habitants.

La mise en œuvre de la gestion urbaine et sociale de proximité (GSP) pour quatre années (2000 à 2003), se concrétiserait par une convention-cadre regroupant l'ensemble des partenaires à savoir :

- l'Etat,
- la Communauté urbaine,
- la commune de Meyzieu,
- l'OPAC du Rhône,
- la SA Gabriel Rosset.

Les besoins et le programme retenus sont les suivants :

- remise en état élémentaire des parties communes (réinstallation ou réparation des boîtes aux lettres vitres-portes) des allées 7, 9, 11, 13 et 15 avant démolition,
- surentretien après réhabilitation des allées 1, 3 et 5 et avant la fin de l'opération,
- surentretien des espaces extérieurs :
 - . enlèvement des encombrants,
 - . entretien du tènement et des abords avant la reconstruction du site,
 - . installation d'un local dans la cité durant deux années d'opérations (accueil MOUS + mission de relogement).

Dans l'attente des engagements financiers proprement dit de l'opération, les actions à mener pour l'année 2000 sont annexées à la présente délibération.

Pour l'année 2000, le coût global de cette opération est estimé à un montant total de 902 000 F TTC avec un engagement financier en charge nette pour la Communauté urbaine de 274 000 F nets de taxes à parité avec la Commune ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Prend acte du projet de l'opération de démolition, de relogement, de reconstitution du parc et de réhabilitation.

2° - Approuve la mise en œuvre de la gestion sociale de proximité (GSP).

3° - Autorise monsieur le président à signer :

a) - la convention-cadre de participation financière à passer avec les différents partenaires pour la mise en œuvre de la GSP 2000,

b) - les conventions particulières de participations financières à intervenir dans le cadre de cette convention-cadre avec les différents partenaires et-ou les bailleurs sociaux concernés, pour les opérations engageant la Communauté urbaine pour un montant total de 274 000 F nets de taxes.

4° - Les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 2000 - comptes 657 540 et 657 370 - fonction 824 - opération 0452 - et sur les crédits prévus dans le cadre des autorisations de programme de l'année 2001.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,